

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Solange CHAPUT-ROLLAND et Gwethalyn GRAHAM, *Chers ennemis*

par Jean-C. Falardeau

Recherches sociographiques, vol. 4, n° 3, 1963, p. 362-363.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055204ar>

DOI: 10.7202/055204ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Une conception moins ambitieuse de la démocratie ne m'empêche pas cependant de reconnaître avec l'auteur que l'un des reproches les plus fondamentaux que l'on puisse faire au capitalisme est d'accorder à des groupes d'intérêt, guidés par le motif privé du profit et non par le souci du bien général, un pouvoir exorbitant et irresponsable devant le peuple. On peut donc considérer que l'une des exigences de l'idéologie démocratique est de faire disparaître cette anomalie et que l'ambition socialiste rejoint ici l'idéal démocratique. On peut, par conséquent, déplorer avec l'auteur que cette ambition socialiste se soit éteinte aux États-Unis, même dans le syndicalisme, et espérer avec lui que, par un réveil de l'idéologie démocratique actuellement figée dans le statu quo de l'*American way of life*, ce grand pays, qui fut l'un des initiateurs de la démocratie dans le monde, soumettra au contrôle populaire et à la norme du bien commun sa prodigieuse puissance économique.

On pourrait discuter de la dose de « socialisme » qui est exigée à cette fin et, par conséquent, de la nécessité où seraient les États-Unis d'abolir toute forme de « capitalisme », mais ce que je voudrais contester c'est la valeur de modèle qu'offrirait au monde la démocratie américaine ainsi renouvelée. Je crois plutôt qu'à moins que le bien commun qu'elle s'assigne soit le bien commun universel, elle ne ferait qu'accentuer, par plus de démocratie, le scandale que constitue déjà pour les pays sous-développés la disparité énorme du standard de vie américain, qui tend sans cesse à s'accentuer en dépit des freinages du capitalisme. D'ailleurs, l'auteur ne reconnaît-il pas lui-même que la démocratie est un luxe de nantis que ne peuvent se payer les pays attardés dans la voie de leur développement ?

Et ici on peut regretter que l'auteur, dans la conclusion de son essai sur le syndicalisme américain, ne se soit pas situé dans les perspectives plus larges qu'il a adoptées dans son dernier essai sur la guerre froide, lequel, en dépit de certaines outrances, demeure le meilleur de l'ouvrage.

Maurice TREMBLAY

*Département de science politique,
Université Laval.*

Solange CHAPUT-ROLLAND et Gwethalyn GRAHAM, *Chers ennemis*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1963, 126 p. ; *Dear Enemies*, Toronto, The Macmillan Company Limited, 1963, 112 p.

Deux Canadiennes, l'une de langue française, l'autre de langue anglaise, se sont désespérées de l'absence de communication entre les deux univers culturels et linguistiques canadiens. Pour combler ce silence et cette distance, elles ont décidé une expérience épistolaire. Chacune, en dix lettres, a voulu dire à l'autre « ses quatre vérités ». Chacune, assumant le rôle de porte-parole de son groupe culturel, a tenté d'exposer, d'expliquer, de justifier les attitudes de celui-ci à l'égard de l'autre groupe. On assiste ainsi à ce que l'une des auteures définit comme « un dialogue entre les Canadas, français et anglais » (*sic*, p. 16). La tentative est inédite, l'intention est généreuse, le procédé est ingénieux. Survenant à un moment où plusieurs Canadiens vont se demander, en même temps qu'une commission royale, si une coopération sans feinte est possible entre francophones et anglophones en notre pays artificiel, un tel échange aurait pu éclairer par l'intérieur, au niveau du vécu, les tensions et les conflits de notre co-existence. Il aurait pu dépouiller certaines attitudes dans l'un et l'autre camps de leur carapace politique ou purement passionnelle.

Chers ennemis, cependant, n'atteint que partiellement ces objectifs. Tout au cours de ces lettres, on a encore une fois l'évidence que, du côté français, avant de pouvoir faire saisir à un interlocuteur anglophone le sens des éclatements actuels dans le Québec et l'explication des nouvelles attitudes politiques qui l'écartèlent, il faut de toute nécessité recourir à l'histoire. Sans quoi il n'est pas facile de faire comprendre les positions de *Cité libre* ou les opinions d'un André Laurendeau à quiconque ignore tout d'Honoré Mercier,

des débuts de la C. T. C. C., de l'œuvre du chanoine Groulx et de notre littérature récente. Comment aussi éviter d'affirmer et de répéter à satiété le sentiment d'identification profonde du Canadien français avec le territoire québécois, la force de son sens de la durée, son irrépensible volonté d'auto-affirmation? La situation se complique du fait que certaines attitudes canadiennes-françaises demeurent ambiguës, quelquefois contradictoires : par exemple, dans les domaines du bilinguisme, de l'éducation, de la participation au gouvernement fédéral. L'auteur des lettres françaises touche à ces problèmes mais de façon trop superficielle. Elle laisse son interlocutrice anglaise, en même temps que le lecteur, dans l'insatisfaction ou dans les remous d'une rhétorique facilement excessive. Elle laisse sans écho plusieurs bonnes questions et répond, par contre, à des questions non posées. Le dialogue prend l'allure d'un long quiproquo. Il tourne autour, sans les aborder une bonne fois de front, de trois problèmes dont on sent fort bien qu'ils constituent le nœud de nos différences : l'interprétation de l'histoire canadienne ; la religion ; la langue. L'auteur de langue anglaise, il est vrai, nous rapproche en plusieurs passages avec une grande franchise de ces problèmes et, disons-le, de quelques-uns de nos dilemmes. Ainsi, elle demande à son interlocutrice française comment il se fait que les Canadiens français, si fiers de leur culture et si impatients de voir leurs compatriotes devenir bilingues, semblent refuser d'aller enseigner eux-mêmes le français dans les écoles et les universités en dehors du Québec. « Fundamental to the solution of the problem of bilingualism is the presence of French Canadians in the schools of English Canada . . . Part of the reason why so many people in English Canada know so little about Québec is the fact that, as students, those who studied French were always confronted by French teachers who were either English Canadians like themselves or importations from Europe » (version anglaise, p. 13, 14). On eût aimé que l'auteur française exprimât une opinion là-dessus, comme aussi sur la nouvelle gauche canadienne-française, sur les raisons idéologiques qui ont empêché les Canadiens français de s'é mouvoir autant que leurs compatriotes sur les implications « démocratiques » du procès Roncarelli, etc.

J'ai cité le texte qui précède d'après l'édition anglaise parce que la traduction qui nous est offerte des lettres anglaises, dans l'édition française, est souvent fautive. C'est là un douloureux paradoxe de cet ouvrage. Paradoxe d'autant plus irritant que les lettres françaises, qui se veulent un plaidoyer pour la culture française, sont d'une langue fort piètre.

Ce dialogue nous déçoit donc de plus d'une façon. Dirons-nous que l'entreprise était téméraire? Ou dirons-nous que, tout compte fait, la meilleure façon d'aborder ces très épineux problèmes canadiens serait par le biais de l'humour? Peut-être nous prenons-nous tous trop au sérieux? Qui nous donnera, en style canadien, l'équivalent des *Lettres persanes*?

Jean-Charles FALARDEAU

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*

Louis-Joseph PAPINEAU, *Histoire de l'insurrection au Canada*, texte établi par M.-A. GUÉRIN, [Montréal], Les Éditions d'Orphée, [1963], 75 p.

La publication de ce texte *justificatif* de Papineau, exigeant par conséquent un appareil critique bien au point, appartient à l'histoire du mouvement séparatiste plutôt qu'à l'histoire scientifique. M.-A. Guérin, cela est heureux du reste, ne s'en cache pas : « Les divers mouvements séparatistes québécois actuels montrent bien la permanence au Canada français, du souci nationaliste, — c'est pour l'aviver que nous publions . . . » Le dessein de cette entreprise n'est pas scientifique et la présentation du texte non plus. Ainsi le commentaire est des plus pauvres : il reprend les lieux communs traditionnels et les inter-